

Indemnitaires des administratifs

Une revalorisation s'impose !..

L'**UNSa Justice** et **ses composantes** dénoncent l'absence de revalorisation indemnitaire et continuent de revendiquer le retrait du RIFSEEP.

Alors même que l'administration devait engager un travail sur la reconnaissance des Personnels, l'**UNSa Justice** constate qu'elle est seulement arrivée à oublier la majorité de ses fonctionnaires et contractuels !



En cette fin d'année 2018, aucun complément indemnitaire annuel (CIA) budgété pour les catégories B et C :

Trop c'est trop, la coupe est pleine !...

Pour l'**UNSa Justice**, la répartition des enveloppes indemnitaires ne doit oublier personne quelle que soit la catégorie socio-professionnelle

Tous les personnels sans exception, contribuent au fonctionnement du ministère de la Justice !... Alors pourquoi le plus grand nombre se retrouve exclu de la moindre revalorisation ?!

L'**UNSa Justice** n'entend pas rentrer dans la division des personnels afin de faire le jeu de ceux qui nous dirigent, mais exige un juste retour sur l'investissement de chacun et combat cette gestion « entre amis ».

L'**UNSa Justice** est avant tout une organisation syndicale qui dénonce, qui agit et qui propose aux seules fins d'obtenir... !

Par conséquent, nous sollicitons l'adhésion de tous les fonctionnaires et agents non titulaires, qu'ils soient en administration centrale ou en services déconcentrés, en signant la pétition (exclusivement accessible par vos ordinateurs privés ou vos téléphones portables) via le lien suivant :

<https://www.mesopinions.com/petition/politique/ministere-justice-revalorisation-indemnitaires-impose/52995>

Sur cette base revendicative, la **1^{ère} organisation syndicale** revendique l'ouverture d'une négociation indemnitaire.

Paris, le 21 novembre 2018
Le Secrétaire général,
Jean-François FORGET